

**CONSEIL MUNICIPAL**

**Mardi 1<sup>er</sup> avril 2025**

**DELEGATIONS DE SERVICES PUBLICS CRAC ELIOR 2024**

**Paul Euzière**

Conseiller municipal

Président du groupe

« *Grasse à Tous-Ensemble et Autrement* »

Encore une fois, nous sommes confrontés à un problème récurrent : la gestion calamiteuse de la restauration scolaire et collective en Délégation de Service public (DSP).

Entre les engagements affichés et la réalité, l'écart est grand.

La municipalité se réveille tard, très tard, après trois ans d'inaction et de refus de voir les réalités. Au départ, nous avons eu de belles promesses. Mais, nous pouvons tous en convenir, l'exécution est défailante

Elior est un prestataire qui accumule les manquements au contrat de DSP.

- Le taux de produits locaux est de **10,44 %** (Rapport p.20), loin des **42,2 % promis** (C'est mentionné dans la lettre que le Maire a envoyée le 20 mars aux parents des enfants qui mangent dans les cantines).
- **La lettre du Maire fait état de 28 tonnes de nourriture jetées.**  
Pendant ce temps, Elior organise des "animations" anti-gaspi (Rapport p.39) qui tiennent à l'évidence plus du spectacle que de la résolution de problèmes.
- Les grammages qui sont insuffisants (lettre du Maire) ajoutent au désordre.  
En clair : moins dans les assiettes, plus dans les poubelles.  
Qui pilote quoi, ici ?
- Nous constatons **une baisse des repas en crèche (-6,6%) et du portage des repas à domicile de 9,4%** (on passe de 43 063 à 39 036 repas).

**A quoi cela tient-il ? Aux tarifs ? A une qualité en baisse ?**

Nous l'avons dit le 7 mars, lors de l'examen du Rapport annuel en Commission de Suivi des Délégations de Service Public, **il conviendrait d'étudier le profil des bénéficiaires avec le nombre d'inscriptions et de résiliations sur l'année et d'analyser les retours des usagers.**

**Le conseil municipal ne peut rester spectateur de cette situation.**

Les dysfonctionnements ne datent pas d'hier.

Pourtant, il faut attendre 2025 pour annoncer des audits et des pénalités.

Qu'a fait la Ville depuis trois ans ?

**Vous le savez, la colère monte.**

Le constat est clair : **les familles ne supportent plus cette situation.**

Face à la dégradation continue de la qualité des repas, elles ont décidé de réagir en lançant une **pétition exigeant des mesures concrètes.**

Cette mobilisation citoyenne est un signal fort : les parents ne se contenteront plus de promesses creuses et de demi-mesures.

Ils demandent une alimentation saine, locale et respectueuse des besoins des enfants, et ils ont raison !

**Nous devons entendre cette colère et y répondre avec des actes.**

Depuis toujours, notre groupe "Grasse à Tous - Ensemble et Autrement" a alerté sur les dangers d'une Délégation de Service Public confiée à un prestataire privé dont la logique est avant tout financière.

Aujourd'hui, les faits nous donnent raison.

La restauration scolaire ne peut pas être livrée aux seules lois du marché.

Nous demandons donc **l'engagement immédiat d'une étude pour un retour en régie municipale.**

De nombreuses villes l'ont fait, avec succès. Pourquoi pas Grasse ?

**Nous proposons des mesures concrètes :**

**Pour la Ville de Grasse :**

- **Des audits trimestriels publics** : Que chacun puisse vérifier les taux réels de local et de bio.

- **Une réflexion autour de la production locale avec un plan de relance et de soutien pour les producteurs locaux**
- **Des sanctions immédiates** : Si Elios ne respecte pas les 42,2 % mentionnés dans le contrat de DSP, la sanction doit tomber : Pas de délai, pas d'excuse.
- **Le lancement d'une étude de faisabilité pour une régie municipale (ou intercommunale)**

**Pour les parents :**

- **La possibilité de contrôles citoyens** : des visites surprises en cuisine par une commission indépendante.
- **Comparaison avec d'autres villes** : Regardons ce qui marche ailleurs, comme à Mouans-Sartoux (80 % de local).

Le rapport de DSP Elios et la lettre de M. Viaud montrent deux évidences :

1. **Nous sommes en présence d'un prestataire qui ne respecte pas ses engagements.**
2. **La municipalité a été trop longtemps trop « compréhensive » par rapport au délégataire Elios.**

Les parents ne se satisferont pas des promesses en l'air.

Si, d'ici la rentrée 2025, aucune amélioration concrète n'est visible, alors la seule option possible sera de **résilier le contrat avec Elios et de préparer la sortie de la DSP.**

Elle est **un droit pour les enfants et tous les bénéficiaires et une responsabilité pour la collectivité.**

Agissons en conséquence !